

13 octobre 2021

(21-7738)

Page: 1/5

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU CENTRE DU
COMMERCE INTERNATIONAL (ITC) DANS LE DOMAINE SPS
(JUILLET-SEPTEMBRE 2021)**

COMMUNICATION DE L'ITC

La communication ci-après, reçue le 12 octobre 2021, est distribuée à la demande de l'ITC.

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques sur le marché. Des renseignements actualisés sur certaines activités liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui présentent un intérêt pour les Membres de l'OMC sont communiqués ci-après.

1 PROJETS

1.1 Projet ARISE Plus Malaisie (février 2021-janvier 2024/donateur: Union européenne)

1.1. En partenariat avec le Ministère du commerce et de l'industrie, ce projet vise à soutenir la croissance inclusive et durable du commerce et la réduction de la pauvreté en Malaisie, tout en contribuant à l'intégration économique dans la région de l'ASEAN. Des travaux ont commencé avec le Département de l'agriculture en vue de renforcer le mécanisme de contrôle des pesticides, y compris le contrôle des pesticides contrefaits, et l'utilisation des invertébrés comme agents de lutte biologique. Des formations sont en cours de programmation pour améliorer la connaissance et la compréhension de la législation de l'UE, y compris les pratiques durables, dans le secteur de la pêche.

1.2 Projet ARISE Plus Philippines (mars 2021-février 2025/donateur: Union européenne)

1.2. En partenariat avec le Ministère du commerce et de l'industrie, ce projet soutient l'exécution progressive du Schéma directeur de la Communauté économique de l'ASEAN à l'horizon 2025 et la réalisation des deuxième et troisième piliers du Plan de développement des Philippines (2017-2022).

1.3. L'objectif général du projet est de stimuler la croissance économique et la réduction de la pauvreté aux Philippines. L'objectif spécifique est d'améliorer les résultats commerciaux et la compétitivité du pays. Parmi les résultats escomptés figurent la mise en place d'une infrastructure nationale de la qualité promouvant la compétitivité des exportations et de systèmes de gestion et de contrôle de la qualité visant à harmoniser les exportations de produits alimentaires avec les meilleures pratiques internationales.

1.4. Des activités de formation de l'Agence des médicaments et des produits alimentaires (FDA), du Ministère de l'agriculture, des organismes rattachés et des associations professionnelles du secteur alimentaire sont en train d'être organisées entre le 28 octobre et le 4 novembre 2021. Ces activités porteront sur la réglementation de l'UE sur les aliments transformés; l'élaboration, l'adoption et la promotion des normes de l'UE; l'évaluation et la gestion des risques; et les directives de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et leur transposition dans les règlements nationaux. Une évaluation des besoins des organismes nationaux des Philippines susmentionnés suivra, en vue de renforcer leur capacité à être accrédités comme des autorités compétentes reconnues par l'UE.

1.3 Programme UE-CAE d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP) (juillet 2018-juillet 2022/donateur: Union européenne)

1.5. Ce projet vise à contribuer au développement économique de la région de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) et a pour objectif spécifique d'améliorer l'accès aux marchés de l'Union européenne et des cinq partenaires de la CAE des cultures agro-industrielles et des produits horticoles tels que l'avocat, le cacao, le café, les épices et le thé.

1.6. Les activités de soutien à neuf groupes de producteurs d'avocats kenyans sont désormais terminées, les groupes ayant reçu la certification de GlobalGAP.

1.4 Ouzbékistan – Faciliter le processus d'accession à l'OMC (février 2020-février 2025/donateur: Union européenne)

1.7. Ce projet soutient les plans de développement de l'Ouzbékistan visant à moderniser son économie en tirant profit du processus d'accession à l'OMC. L'objectif spécifique est d'instaurer un environnement commercial qui est conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

1.8. Une série d'ateliers de formation en ligne consacrés à la mise en œuvre des normes ISO 17025 et ISO 17065 et à l'audit des systèmes de gestion intégrés ont eu lieu entre le 15 juin et le 9 juillet 2021. Les travaux de révision de la loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont en cours afin que celle-ci soit mieux alignée sur l'Accord SPS.

1.5 Assistance liée au commerce pour le Myanmar (ARISE Plus-Myanmar) (juillet 2019-juin 2023/donateur: Union européenne)

1.9. Le projet ARISE Plus vise à établir une croissance inclusive et durable du commerce au Myanmar en fournissant un soutien aux MPME dans certaines chaînes de valeur, en améliorant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la conformité aux mesures SPS (visant le thé, le café, le miel et les produits horticoles) et en élaborant et mettant en œuvre des politiques commerciales.

1.10. Une première version de la plate-forme du Myanmar sur la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires a été mise au point et assortie de prescriptions de qualité pour certaines combinaisons produit-marché (avocat, café, miel et thé, avec pour marché cible l'UE). Sur la plate-forme de l'outil Quality Connect du Myanmar, les formateurs-conseillers sont présentés avec des profils d'experts, ainsi que les établissements fournisseurs de services.

1.6 Tadjikistan: assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles au moyen d'un système amélioré de sécurité sanitaire des produits alimentaires (mars 2018-février 2022/STDF PG 447 mis en œuvre par l'ITC en collaboration avec la FAO en particulier pour le résultat 1 en ce qui concerne le système de contrôle réglementaire)

1.11. Ce projet vise à améliorer la compétitivité à l'exportation des petites et moyennes entreprises tadjikes et la sécurité sanitaire des produits alimentaires grâce à une meilleure utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires, en particulier dans les secteurs de l'abricot et du miel.

1.12. Le partenaire du projet travaille sur les directives relatives au système de contrôle et de surveillance des produits alimentaires, en particulier le miel et les abricots séchés. À cet égard, une série de séminaires en ligne ont été organisés.

1.13. Un voyage d'étude en Ukraine est en train d'être organisé pour 12 représentants du secteur du miel tadjik (privé et public), afin de mieux comprendre les meilleures pratiques concernant l'apiculture, le respect de la législation connexe et les procédures d'exportation vers l'Union européenne.

1.14. Des visites consultatives de formateurs précédemment formés et d'experts ont été menées auprès des bénéficiaires finals des secteurs du miel et de l'abricot pour observer et donner des conseils sur la mise en œuvre des bonnes pratiques et des procédures de contrôle, et examiner les

changements proposés du système de contrôle et de surveillance. Au total, 50 visites ont été menées dans trois régions visées par le projet.

1.15. Un ensemble de supports de communication consacrés à l'utilisation des médicaments vétérinaires et des pesticides est en train d'être élaboré.

1.16. Des liens inter-marchés entre les acheteurs tadjiks et les acheteurs internationaux ont été établis dans les secteurs du miel et de l'abricot.

1.7 SYMST: Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (volet concernant la République démocratique populaire lao et le Viet Nam) (décembre 2018-octobre 2022/donateur: Union européenne)

1.17. L'objectif global du projet est d'améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires au moyen d'une meilleure gouvernance en République démocratique populaire lao et au Viet Nam. Le projet vise à renforcer le cadre réglementaire relatif au contrôle phytosanitaire et au contrôle des pesticides dans le secteur des fruits et légumes et en ce qui concerne d'autres produits végétaux au moyen de l'application de règles et de normes en vue d'améliorer l'accès aux marchés.

1.18. En République démocratique populaire lao, des activités de soutien sont en cours pour mettre à disposition des renseignements concernant les pesticides enregistrés, les utilisations visées et l'établissement de limites maximales de résidus (LMR) nationales et du Codex pour les produits visés destinés à l'exportation. Une base de données fournissant des renseignements pertinents est aussi en cours d'élaboration dans le cadre de cette activité.

1.19. Une consultation interne a eu lieu concernant le projet de directive ministérielle sur les mesures visant à répondre aux exportations de produits végétaux et d'articles réglementés non conformes à la réglementation de l'Union européenne sur les importations.

1.20. Des préparatifs sont en cours pour aider le Ministère de l'agriculture à organiser une formation sur les LMR. La liste de l'équipement et des consommables nécessaires pour la formation a été finalisée et les achats des produits requis ont commencé.

1.21. Une série de consultations en ligne et de formations sur le terrain sont prévues en octobre et novembre, y compris une formation virtuelle sur le système TRACES (Trade Control and Expert System) de l'UE pour les sociétés d'exportation visées; une consultation interne sur un projet de manuel de l'UE sur la préservation des végétaux et la gestion des maladies et une formation dans les provinces concernées; la préparation d'une campagne de sensibilisation aux difficultés et aux règles relatives à l'exportation de riz et de pastèques du Ministère de l'agriculture; et une formation sur l'analyse des LMR de pesticides pour les substances actives visées dans la province de Luangnamtha, la capitale, Vientiane, et la province de Champassak.

1.22. Au Viet Nam, la première formation virtuelle sur le système TRACES s'est tenue à Hanoï le 23 juillet 2021 et a réuni 88 participants et 12 fonctionnaires gouvernementaux et entreprises. Cet atelier a donné un aperçu de la réglementation de l'UE en ce qui concerne l'exportation et la certification des fruits, des légumes et d'autres produits végétaux et l'utilisation du système TRACES par les autorités et les opérateurs vietnamiens. Une deuxième formation sur le système TRACES a eu lieu les 14-16 septembre. Cette deuxième activité a consisté en une formation plus large visant à préparer les opérateurs économiques et les autorités à l'utilisation du système TRACES au quotidien. La formation a aussi permis d'apporter une assistance concernant les problèmes techniques rencontrés dans le cadre de l'utilisation et de la délivrance de certificats phytosanitaires ou de l'utilisation des fonctions d'administration du système TRACES, par exemple la gestion des utilisateurs, la gestion des opérateurs, etc.

1.23. L'élaboration d'un document bilingue (en anglais et vietnamien) sur la réglementation de l'UE concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les prescriptions phytosanitaires relatives à l'inspection des produits végétaux, des produits alimentaires et des produits agricoles importés a commencé. Une réunion virtuelle, à laquelle le Département de la préservation des végétaux (PPD) du Ministère de l'agriculture et du développement rural et les parties prenantes pertinentes ont participé, a été organisée le 9 septembre pour examiner la première proposition de document. Une réunion virtuelle, à laquelle ont participé le PPD et les parties prenantes pertinentes,

a aussi été organisée le 27 septembre pour présenter dans les grandes lignes le livre bilingue intitulé "Réglementation de l'UE concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la préservation des végétaux applicable aux produits végétaux importés". La méthodologie et le calendrier du livre ont été présentés aux parties prenantes.

1.8 Projet ARISE Plus Thaïlande (novembre 2020-octobre 2023/donateur: Union européenne)

1.24. Le nouveau projet mis en œuvre par l'ITC, ARISE Plus Thaïlande, vise à soutenir la croissance économique inclusive et durable grâce au commerce international en Thaïlande.

1.25. Dans le cadre de cet objectif global, l'ITC favorise l'amélioration et la diffusion des pratiques d'agriculture biologique conformes aux normes de l'UE.

1.26. Une série d'activités de formation en ligne sur la norme ISO/CEI 17065, portant sur les prescriptions et les normes relatives à la production biologique et sur la mise en œuvre des procédures de certification biologique et de certification collective ont été organisées en juillet-août 2021. La série d'activités se composait de trois sessions de trois jours et a été menée par l'Institut thaïlandais de certification des systèmes de gestion (MASCI). Il est prévu d'organiser une nouvelle session pendant le premier semestre de 2022. En outre, une session supplémentaire sur la nouvelle législation et les nouvelles normes de la Thaïlande relatives à la production organique (dont l'élaboration en est au stade final) sera organisée à l'intention des mêmes participants.

1.27. La planification de l'élaboration du matériel de formation sur la production biologique destiné aux agriculteurs et aux producteurs a commencé. Le projet sera axé sur la production biologique de riz et de mangoustans dans deux régions du pays.

1.28. Sur la base des résultats de l'atelier sur la nouvelle législation de l'UE en matière de production biologique, un guide technique sera élaboré. Ce guide mettra en évidence les changements et les prescriptions figurant dans la nouvelle législation.

1.29. Les prochaines activités prévues sont un cours de formation de responsables d'audit approuvé par l'International Register of Certificated Auditors (IRCA) conformément à la norme ISO 9001, une campagne de sensibilisation sur la production biologique, ainsi que des activités trilatérales (entre la Thaïlande, l'Union européenne et les autres États de l'ASEAN) pour permettre un échange d'expériences concernant la production biologique et un apprentissage croisé.

1.9 Projet ARISE Plus Lao (2018-2022/donateur: Union européenne)

1.30. Neuf champions de la qualité formés dans le cadre du Programme des champions de la qualité ARISE Plus de la République démocratique populaire lao sont présentés sur la plate-forme de l'outil Quality Connect. Une fois qu'ils seront certifiés, ils offriront leurs services aux PME par l'intermédiaire de la Chambre de commerce et d'industrie nationale (LNCCI).

1.31. Un projet de rapport sur l'évaluation des lacunes du point d'information national OTC/SPS et de l'autorité nationale responsable des notifications a été achevé, et un atelier de validation a eu lieu avec les principales parties prenantes. La prochaine étape consistera en un atelier de formation et de sensibilisation à la fin du mois d'octobre.

1.32. Une coopération a été établie entre le Centre des sciences médicales de Thaïlande et le Département des produits alimentaires et des médicaments de la République démocratique populaire lao afin de fournir une assistance pour le renforcement des laboratoires de pesticides et de produits chimiques. Des affiches élaborées par le Codex, l'OMS et d'autres organismes ont été sélectionnées par le Département des produits alimentaires et des médicaments pour être traduites ou reproduites afin de sensibiliser le public à la COVID-19 et à l'hygiène.

1.10 Pakistan: Croissance en faveur du développement rural et du progrès durable (juin 2019-décembre 2024/donateur: Union européenne)

1.33. Le projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté par le développement des MPME rurales dans certains districts situés dans deux provinces du Pakistan: le Baloutchistan et le Sindh.

1.34. Pendant la période considérée, l'ITC a apporté un soutien aux autorités chargées des produits alimentaires des deux provinces dans divers domaines, y compris la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la mise en conformité dans le secteur de la viande et le secteur laitier. En outre, l'ITC dispense des formations sur le respect des mesures SPS au Département de la protection des végétaux, ainsi que des formations sur la surveillance des abattoirs aux départements liés à la santé animale. L'ITC apporte aussi un soutien aux provinces pour mettre en place des stratégies de lutte contre la fièvre aphteuse, conformément à la politique fédérale récemment approuvée, et pour établir des zones de contrôle des maladies dans les provinces. Deux laboratoires mobiles sont en cours d'achat pour les départements de l'alimentation; ils seront ensuite rendus opérationnels et une formation sera dispensée aux membres du personnel, en vue de les utiliser conformément aux meilleures pratiques internationales. Au niveau des entreprises, l'ITC a continué à dispenser des formations aux MPME (agriculteurs et transformateurs) dans les zones rurales du Sindh et du Baloutchistan pour améliorer leur connaissance en matière de qualité, de normes SPS et de sécurité sanitaire des produits alimentaires grâce aux modules GAP et GMP. L'ITC prévoit de mieux faire connaître ces formations à l'avenir.

1.11 Projet de soutien au commerce UE-Bhoutan (2012-2023/donateur: Union européenne)

1.35. L'objectif spécifique du projet est d'augmenter la diversification des exportations et de contribuer à la mise en œuvre de l'initiative "Brand Bhutan" en améliorant les capacités de formulation et de mise en œuvre de la politique commerciale et d'investissement et en augmentant les exportations dans deux chaînes de valeur sélectionnées, à savoir l'horticulture (gingembre/curcuma, champignons et lait de yak) et l'artisanat textile.

1.36. Dans le cadre du sous-résultat axé sur le renforcement des capacités de gestion des exportations et de la qualité des parties prenantes – des agriculteurs aux exportateurs – tout au long de la chaîne de valeur de l'horticulture et sur l'amélioration de la coordination, l'ITC propose un programme de formation pratique par étapes sur l'hygiène alimentaire et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, basé sur les normes HACCP du Codex, à l'intention du personnel de l'Autorité de réglementation de l'agriculture et des produits alimentaires du Bhoutan (BAFRA) et des PME, sur une période de 10 à 12 mois. Le programme a débuté en mars pour un groupe de 14 formateurs-conseillers (dont 12 de la BAFRA) et 12 entreprises des secteurs du gingembre, du curcuma, des champignons et des produits laitiers de yak. Ce soutien est en cours.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:

Khemraj Ramful, Conseiller principal, Gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 04 87

Fax: +41 22 730 05 76

Courrier électronique: ramful@intracen.org

Hema Menon, Responsable de la formation au commerce, Gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 05 84

Fax: +41 22 730 05 76

Courrier électronique: menon@intracen.org

PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ À L'EXPORTATION DE L'ITC

Site Web: <http://www.intracen.org/eqm>

Twitter: <http://www.twitter.com/ITCstandards>
